

# Austriaca

Cahiers universitaires d'information sur l'Autriche  
*Revue fondée par Félix Kreissler*

## Hommage à Félix Kreissler (1917-2004)

Études réunies par Ute Weinmann



Université de Rouen  
Centre d'études  
et de recherches  
autrichiennes

**URAH**

Gérard GRELLE  
Université de Limoges

## Ernst Karl Winter, précurseur de la culture politique autrichienne de la Seconde République

Lorsque l'on évoque aujourd'hui le nom d'Ernst Karl Winter, on l'associe généralement – et à juste titre – aux théories de la nation autrichienne, mais son champ de réflexion politique est beaucoup plus vaste et reste à bien des égards inexploré, voire inexploité. Cependant, nombre de référents de la structure politique et sociale de l'Autriche d'après 1945 sont présents en germe dans ses écrits et dans sa pensée.

Il convient d'emblée de signaler qu'il n'existe à ce jour aucun travail de recherche d'ensemble, que ce soit monographie ou autres, sur la vie, l'œuvre politique et la pensée d'Ernst Karl Winter. Tout au plus quelques rares articles disséminés çà et là dans diverses publications scientifiques. Il faut donc ici souligner le grand mérite de Félix Kreissler qui, dans plusieurs de ses ouvrages, fait référence explicite à E. K. Winter, faisant de lui un véritable précurseur des théories de la nation autrichienne. Ainsi note-t-on dans son ouvrage *La Prise de conscience de la nation autrichienne* une quarantaine d'entrées au nom d'E. K. Winter et sept entrées dans son ouvrage intitulé *De la révolution à l'annexion, l'Autriche de 1918 à 1938*. C'est dire toute l'importance que celui-ci accordait à la pensée et à l'action politiques d'E. K. Winter. Un phénomène qui mérite d'autant plus d'attirer l'attention que celles-ci semblaient irrémédiablement tombées dans l'oubli.

À cela plusieurs raisons : E. K. Winter fut longtemps considéré par la gauche autrichienne comme trop marqué à droite. Même si l'on reconnaissait, après la guerre, le mérite de sa main tendue à la social-démocratie sous l'austrofascisme, on lui faisait grief de son engagement ferme en faveur de la restauration des Habsbourg et de sa position au sein du régime en tant que maire adjoint de Vienne nommé par Dollfuß, position jugée – à juste titre, sans doute – équivoque par les sociaux-démocrates, ceux-ci oubliant volontiers que, dans ses écrits polémiques des *Wiener Politische Blätter*, il avait à maintes reprises pris clairement

position contre les pratiques du régime corporatiste et qu'il avait été l'un des seuls représentants du camp conservateur à avoir réclamé l'amnistie pour les sociaux-démocrates arrêtés et condamnés après la guerre civile de février 1934.

De l'autre côté de l'échiquier politique, le camp conservateur catholique vit en E. K. Winter un « élément dangereux », un personnage trop marqué à gauche, encore et précisément pour sa politique de la main tendue à la gauche sous l'austrofascisme, et pour ses idées de coopération entre les partis adverses. Un profond désaccord existait par ailleurs en 1945 entre les fondateurs du Parti Populiste Autrichien ÖVP et E. K. Winter, celui-ci refusant de s'identifier à un programme politique qu'il ne jugeait pas assez social.

Repoussé par la droite comme par la gauche, E. K. Winter n'en reste pas moins un « esprit critique », l'inverse d'un *Mitläufer* au regard des questions politiques qui se posèrent à l'Autriche de l'entre-deux-guerres. Il faut tout au contraire considérer Winter comme une sorte de « déclencheur » de la réflexion politique qui s'imposera après la libération. En effet, immédiatement après l'élimination du Parlement en mars 1933, il publie dans le *Arbeiter-Zeitung*, puis dans les *Wiener Politische Blätter* deux lettres ouvertes au président Miklas dans lesquelles il qualifie littéralement ces événements de « coup d'État » et somme ce dernier de rétablir, fort de sa fonction de garant de l'ordre constitutionnel, la légalité républicaine et démocratique en reconvoquant le Parlement. Ses écrits postérieurs à ces deux lettres, tant les deux grands textes intitulés *Arbeiterschaft und Staat* publiés en 1934 que *Monarchie und Arbeiterschaft*, daté de septembre 1936, ainsi que ses nombreux articles dans les *Wiener Politische Blätter* sont à considérer plutôt comme des écrits critiques vis-à-vis de l'austrofascisme que comme des soutiens déclarés au régime. Leur caractère souvent polémique à l'égard du pouvoir, notamment en ce qui concerne les positions idéologiques du catholicisme politique incarné selon lui par la figure de Ignaz Seipel, et auquel il reprochait son « accommodation » à l'idéologie dominante, fait apparaître un personnage critique qui souhaite une autre culture politique pour son pays. Partisan certes, avant 1933, d'un corporatisme inspiré des théories de Othmar Spann et basé sur les idées de Karl von Vogelsang, père autrichien du mouvement chrétien-social, sa pensée connaît, à la lumière des événements de mars 1933, de février 1934 et de juillet 1936, de profondes transformations idéologiques. En opposition à l'idéologie chrétienne-sociale qu'il ne cesse d'accuser de compromissions à l'égard du national-socialisme et du fascisme, il prône, outre

la construction d'une véritable conscience nationale fondée sur une « conception de l'histoire autrichienne », un retour à la démocratie, au pluripartisme, au dialogue social ainsi qu'une séparation claire et nette de l'Église catholique et de la politique, et ce au nom d'un engagement antinazi sans failles.

Si E. K. Winter n'a pas totalement disparu de la réflexion politique contemporaine, c'est parce qu'il est et reste l'un des rares théoriciens de la nation autrichienne. Sa réflexion sur le thème de l'identité autrichienne remonte à ses expériences durant la Première Guerre mondiale et connaît différentes étapes, allant d'une vision purement « romantique », voire « mystique » de l'Autriche, selon les propres termes de l'auteur, jusqu'à une conception très pragmatique et « réaliste » de l'État moderne. Constante, cette évolution du concept de l'identité autrichienne prend néanmoins un tournant décisif au printemps 1933, suite à l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne et à l'élimination du Parlement en mars 1933 à Vienne.

La « constante » dans la pensée de Winter, qui se retrouve inlassablement dans toutes ses prises de position, est constituée par la différence fondamentale et pour lui indubitable entre l'Autriche et l'Allemagne, en opposition à l'idéologie pangermaniste dominante dans l'ensemble des camps politiques autrichiens qui font de leur pays un « appendice », voire une « province intellectuelle de l'Allemagne », pour reprendre les propos d'E. K. Winter. Son tout premier objectif est donc de montrer le développement historique fondamentalement différent des deux pays. Et il n'a de cesse d'utiliser des qualificatifs péjoratifs pour qualifier tant le voisin allemand que l'attitude de ses concitoyens à l'égard de celui-ci. Ainsi n'hésite-t-il pas à affirmer que l'Autriche se trouve « à la remorque de l'Allemagne », estimant qu'elle s'est « rendue dans le sillage prussien après 1866 », et qualifie l'Allemagne de « grande mère à laquelle s'est jointe l'Autriche », et ce cinq ans avant l'« Anschluß ». Selon lui, « l'Autriche se situe sur une toute autre hémisphère que l'Allemagne », les deux États ne sauraient en aucun cas aller ensemble et « seules une séparation et une différenciation politique claire et nette de l'Autriche par rapport à l'Allemagne » sont en mesure de clarifier une fois pour toutes les rapports entre les deux États.

L'Autriche d'E. K. Winter connaît toutefois, sur le plan géographique, une longue évolution conceptuelle. Le jeune E. K. Winter voit l'Autriche dans ses dimensions de la monarchie austro-hongroise. Élaborant un concept géographique à partir d'un « système fluvial », il fait de l'Autriche alpestre le centre germanophone d'un vaste ensemble

géographique délimité par le bassin danubien. L'Autriche est alors une « pentarchie [...] qui s'étend de l'Allemagne aux Balkans » et englobe la Hongrie, la Bohême, une partie de la Pologne et, au sud, la péninsule balkanique. Cependant, cette conception « romantique » de l'Autriche fait peu à peu place, sous la pression de la situation géopolitique de l'entre-deux-guerres et face à la réalité socio-politique des États successeurs, à une conception beaucoup plus réaliste. Analysant les termes de cette évolution, E. K. Winter en tire la conclusion : « Le noyau central d'un grand et riche État s'est transformé en un petit État pauvre<sup>1</sup>. » L'Autriche se réduit alors à ce « petit État autrichien alpestre ». Dès 1933, E. K. Winter revendique pour cette nouvelle entité géopolitique, menacée par le national-socialisme, son « indépendance politique », tout en suggérant une union politique et économique avec les États successeurs. À compter de cette année 1933, l'Autriche ne sera plus pour lui que le petit État moderne issu du démantèlement de la monarchie en 1918.

Allant de pair avec cette transformation de la vision géopolitique de l'Autriche, la définition des concepts de « nation » et « État » subit également une profonde mutation. Pour le jeune Winter encore ancré dans la tradition monarchique, ces deux notions recouvrent des concepts différents. La « nation » est un élément « supranational » ; elle est une « communauté volontaire qui lie une société » et peut se répartir sur plusieurs États. À l'inverse, l'État est une « communauté nécessaire » et détient l'autorité. Il est formé à l'instar de la famille<sup>2</sup>. Cette distinction disparaît à compter de 1933. La « nation » devient alors une « communauté de personnes qui doivent vivre ensemble, ont des tâches historiques communes et doivent se respecter mutuellement<sup>3</sup> », « l'État » une « valeur morale indépendante de la forme constitutionnelle et gouvernementale donnée<sup>4</sup> ». De plus, l'État, c'est « nous-mêmes, et personne d'autre<sup>5</sup> ». Il s'établit ainsi progressivement, chez E. K. Winter, une adéquation entre les notions de nation et d'État, position que l'on retrouve clairement dans ses réflexions politiques en exil puisque les limites géographiques sont alors, dès 1940-1941, et sans équivoque, celles de l'Autriche définies en 1918. Outre-Atlantique, l'adéquation entre ces deux notions se transforme de manière beaucoup plus politique : en mai 1941, E. K. Winter

1. « Die Österreichische Idee », *Wiener Politische Blätter*, 20 août 1933, p. 111-112.

2. « Souveränität », dans *Österreichische Aktion*, Vienne, Selbstverlag, 1927, p. 144-149.

3. *Arbeiterschaft und Staat*, Vienne, Reinhold-Verlag, 1934, p. 82.

4. *Ibid.*, p. 5.

5. *Ibid.*, p. 7.

propose à ses compatriotes exilés la constitution d'une plate-forme autrichienne dont les principaux points sont « l'autodétermination de l'Autriche, un système démocratique de gouvernement, une démocratie sociale basée sur la coopération de toutes les classes<sup>6</sup> », autant d'éléments précurseurs et annonciateurs de l'Autriche de 1945.

Si E. K. Winter en vient à adopter de telles positions, c'est qu'il est profondément convaincu de la différence de l'identité autrichienne par rapport à l'identité allemande. Selon lui, les « fondements raciaux de l'homme autrichien et de l'homme allemand » sont totalement différents, voire diamétralement opposés. Il caractérise l'identité germanique des Autrichiens et des Allemands comme étant « de nature complètement différente », sans préciser la nature de cette différence. L'Autriche, pour sa part, se voit souvent définie comme « mystère » et E. K. Winter, qualifiant son pays d' « œuvre d'art réussie », énonce cinq critères pour en caractériser l'identité : les forces historiques, intellectuelles, économiques, les paysages et les liens du sang. Qu'il s'agisse de la petite ou de la grande Autriche, le « système autrichien », comme il le nomme, « se fonde sur une histoire culturelle et étatique<sup>7</sup> ». La prise de conscience de la nation autrichienne, pour employer un terme cher à Félix Kreissler et qui se trouve déjà en 1935 chez E. K. Winter, est synonyme de « combat pour l'indépendance vis-à-vis de l'Allemagne » et de « réveil de la conscience nationale autrichienne » ; selon E. K. Winter, l'Autriche est une « nation *sui generis* », une « communauté intellectuelle avec des contenus culturels<sup>8</sup> » qu'il ne définit pas comme Alfred Klahr, lequel, presque à la même époque, élabore une théorie de la nation autrichienne beaucoup plus « scientifique<sup>9</sup> ». Il n'hésite pas par ailleurs à employer des expressions telles que « l'homme autrichien » ou encore « la race autrichienne », affirmant sans relâche que l'existence du peuple autrichien est « une réalité<sup>10</sup> ». Recourant à l'histoire, dans un contexte où l'identité se définissait de manière courante selon des critères raciaux alors en vigueur, il évoque une « race pré-nordique<sup>11</sup> » comme antécédent de cette race autrichienne. Et l'on pourrait multiplier à loisir les citations et extraits des écrits d'E. K. Winter relatifs à l'existence d'une identité

6. *Austrian Bulletin in the United States*, mai 1941, p. 3.

7. « Souveränität », art. cité, p. 104.

8. « Europa », *Wiener Politische Blätter*, 23 juin 1935, p. 84-85.

9. Alfred Klahr, « Zur nationalen Frage in Österreich I und II », *Weg und Ziel*, n° 2 & 4, 1937.

10. « Der österreichische Mensch », *Wiener Politische Blätter*, 24 mai 1936, p. 195-196.

11. *Ibid.*, p. 198.

autrichienne. Sa réflexion sur ce sujet n'a pu qu'alimenter les débats d'après-guerre autour de l'identité nationale dans les divers courants politiques, et notamment dans le camp catholique et conservateur du parti populiste autrichien ( VP), que l'on pense aux divers articles d'Alfred Missonng publiés dans les années 1946-1948 dans la revue théorique du parti, les * sterreichische Monatshefte*<sup>12</sup>, lequel connaissait – sans doute aucun – les positions d'E. K. Winter.

Mais le thème de la « nation autrichienne » n'est pas le seul point où E. K. Winter a pu inspirer la culture politique autrichienne d'après-guerre. L'une des questions essentielles qui se posèrent en 1945 aux nouveaux responsables politiques fut sans conteste celle de la démocratie, à savoir quel « modèle » de démocratie il convenait de choisir pour la nouvelle Autriche. Rejetant l'état autoritaire corporatiste, les nouveaux responsables politiques de 1945 s'efforcèrent de mettre en place un système de « démocratie consensuelle », démocratie basée sur le dialogue et la coopération des partis antinazis. Sur ce point encore, la pensée d'E. K. Winter semble devancer la mise en place de ce système. En effet, même si celui-ci fut pendant longtemps, à cause de son attachement fermement déclaré à un ordre monarchiste traditionnel, un adversaire du système des partis tel qu'il existait dans les années 1920<sup>13</sup>, ceci ne l'empêcha pas, dès l'élimination du Parlement en mars 1933 suivie de l'interdiction des partis politiques « démocratiques » – comme nous l'avons déjà souligné auparavant – de plaider auprès de Dollfu  en faveur de la clémence   l'égard des accusés sociaux-démocrates après la guerre civile de février 1934 ; il n'eut en outre de cesse de prôner une « politique de réconciliation » vis-à-vis de la gauche sociale-démocrate et communiste. Car E. K. Winter reconnut très tôt le véritable ennemi de l'Autriche : le pangermanisme, puis le national-socialisme. Dès 1927, il avait écrit dans la * sterreichische Aktion* que le conservatisme catholique se devait de « donner la préférence à la démocratie face au fascisme, au pacifisme face au militarisme et à la Société des Nations face à l'état autoritaire nationaliste<sup>14</sup> ». Après la proclamation de l'état corporatiste, et en dépit

12.   titre d'exemple, citons l'article intitulé « 25 Thesen  ber die  sterreichische Nation », * sterreichische Monatshefte*, n  11, 1948, p. 484-488.

13. Dans la * sterreichische Aktion* publiée en 1927, E. K. Winter critiquait violemment les partis politiques qu'il qualifiait de « mal nécessaire ». Il leur reprochait de ne pas suffisamment représenter les oppositions entre villes et campagnes et tirait alors la conclusion suivante : Les partis ne sont pas l'avenir. « Die katholische und die  sterreichische Aktion », *Die  sterreichische Aktion*, 1927, p. 257-261.

14. « Souveränität », art. cité, p. 159.

de l'interdiction des partis politiques, E. K. Winter plaida ardemment la cause de la démocratisation. Tout en s'inscrivant à l'intérieur du régime autoritaire, il réclama « la reconnaissance de l'adversaire comme facteur historique<sup>15</sup> », évoquant une « politique de réconciliation » vis-à-vis de la social-démocratie. Certes, il n'appelait pas directement le gouvernement à une nouvelle légalisation de la gauche, mais suggérait aux gouvernants de revenir à un ordre plus démocratique, soulignant la nécessité impérieuse de réhabiliter la gauche sociale-démocrate et communiste. Il rappelait d'ailleurs qu'« il existe des partis politiques qui ont leur place à droite et à gauche dans la représentation populaire<sup>16</sup> » et souhaitait un « accord entre gouvernement et opposition<sup>17</sup> ». Face au péril national-socialiste, E. K. Winter saisissait l'urgence de la situation. Pour y remédier, à son avis, n'existait qu'une seule solution : la création d'un « front populaire de droite à gauche contre le national-socialisme ». Ce slogan revient dès lors comme un véritable leitmotiv dans les textes de Winter. On le trouve dès juin 1933 dans les *Wiener Politische Blätter*<sup>18</sup> et, près de dix ans plus tard, dans son *Austrian Bulletin in the United States* publié Outre-Atlantique, alors qu'il tente de mettre sur pied un gouvernement d'exil autrichien<sup>19</sup>. Entre-temps, il ne cesse de proclamer ce slogan. Celui-ci suppose simultanément un retour à la démocratie. La « politique de réconciliation » précédemment évoquée implique d'une part la revendication de légalisation pour la social-démocratie, d'autre part le rétablissement, voire la création d'un « conservatisme social-réformateur ». Une fois le rétablissement de ces deux partis réalisé, E. K. Winter suggère instamment la « coopération de ces deux groupes en une action politique commune<sup>20</sup> » contre le régime nazi. Ce terme de « coopération » entre les deux principaux partis comme catalyseur de l'unité nationale revient régulièrement dans ses écrits. Il semble ainsi singulièrement préfigurer les gouvernements de concentration, puis de grande coalition, qui vont se former après la libération et se succéder jusqu'à nos jours.

---

15. *Arbeiterschaft und Staat*, op. cit., p. 57.

16. *Arbeiterschaft und Staat*, op. cit., p. 91-94.

17. « Die österreichische Idee », art. cité, p. 117.

18. « Die Stunde des Konservatismus », *Wiener Politische Blätter*, 18 juin 1933, p. 75-76.

19. *Austrian Bulletin in the United States*, juillet 1941, p. 2. E. K. Winter y évoque la formation d'un « Austrian united front from the right to the left ».

20. « Dollfuß », *Wiener Politische Blätter*, 23 décembre 1934, p. 116 et 126.



La réflexion à propos des partenaires sociaux et des syndicats n'échappe pas non plus à E. K. Winter. Ses conceptions en la matière ressemblent fort à ce que sera la Confédération syndicale autrichienne (* sterreichischer Gewerkschaftsbund* [ GB]). Ses principaux écrits relatifs à ce sujet se situent autour de 1934, à un moment donc où le régime autoritaire de Dollfu , puis de Schuschnigg a bâillonné tout mouvement de syndicalisme libre et tente d'instaurer un syndicalisme jaune. Certes, sa position est et ne peut être que délicate puisqu'il choisit de se positionner à l'intérieur du système autoritaire et donc de faire des compromis avec ce dernier. Néanmoins, E. K. Winter évoque déjà la création d'un « syndicat unitaire » qui soit en mesure de faire contrepoids à un organisme de représentation patronale. Il nomme cet organe de représentation salariale *Gewerkschaftsbund* (= Confédération syndicale) pour lequel il revendique « une certaine liberté intellectuelle », « une certaine autonomie » ainsi qu'une « indépendance organisationnelle » à un moment où les instances officielles amorcent le mouvement inverse. Et, élément encore plus surprenant en cette période dictatoriale, mais qui préfigure l' GB, il préconise une réorganisation du milieu syndical en proposant une « nouvelle formation selon des connexions politiques transversales », préfigurant ainsi l'organisation interne de cette confédération en « fractions politiques » représentatives du spectre politique autrichien. Cette confédération doit selon lui se créer « sur le terrain de la constitution libre et démocratique des partis ». Elle doit être une « institution de l'état » et les différentes fédérations qui la constituent doivent être organisées entre elles sous l'égide de l'état, préfiguration du néo-corporatisme de la Seconde République. Enfin, la fédération ouvrière devra s'organiser « sur la base de l'idée autrichienne », c'est-à-dire mettre en avant l'identité nationale, en opposition à toute velléité de récupération pangermaniste. E. K. Winter va même jusqu'à attribuer à cette institution un « caractère d'économie planifiée<sup>21</sup> ».

Ce modèle syndical, imaginé en une période de répression du mouvement ouvrier, offre malgré tout de nombreuses parallèles avec le système syndical qui s'installe en Autriche en 1945. En effet, une confédération syndicale composée de différentes tendances politiques, ayant un statut d'organisme quasi étatique, jouissant d'une large autonomie vis-à-vis du pouvoir politique, tel est le modèle qui s'instaure dans l'Autriche

21. « Die Katastrophe des Austromarxismus », *Wiener Politische Blätter*, 20 mai 1934, p. 16-19.

de l'après-guerre. En ce domaine encore, E. K. Winter pourrait avoir exercé une certaine influence sur la réflexion.

Le rôle d'E. K. Winter peut encore être évoqué dans le domaine de l'économie. En effet, les lois de nationalisations votées en 1946 et en 1947, adoptées dans un contexte politique et diplomatique très particulier<sup>22</sup>, vont faire de l'Autriche un pays à la structure et au fonctionnement économiques originaux, alliant le modèle capitaliste à une certaine forme d'économie d'État. Or, E. K. Winter, commentant la « crise de l'État » du printemps 1933, écrivait alors ce qui suit à propos de l'indispensable réorganisation de l'économie.

Le cours ne saurait être un autre que celui d'une coopération compréhensive de la majorité et de la minorité qui se présente sur le plan de la politique sociale et économique comme un lien entre les éléments capitalistes et socialistes, dans laquelle la structure capitaliste de l'économie individuelle reste la forme dominante, mais dans laquelle les corrections socialistes y entraînent une organisation étatique de l'économie qui soit à penser comme organisation bien comprise de l'économie planifiée<sup>23</sup>.

Ne peut-on voir en ce condensé théorique formulé par E. K. Winter dès 1933 la préfiguration de la forme de l'économie qui s'installera en Autriche vers la fin des années 1940, modèle qui conduira au miracle économique autrichien des années 1950. Il faut savoir en effet que E. K. Winter, à compter de 1935-1936, s'intéressa très sérieusement à toutes les questions d'économie planifiée dont il devint un ferme partisan. Une fois encore, ses écrits en la matière servirent-ils de base de réflexion à la future pratique des économistes autrichiens ? Rien, jusqu'à ce jour, ne permet de confirmer cette thèse ; mais à l'inverse, aucun élément ne nous permet de l'infirmier.

E. K. Winter sera également un précurseur en ce qui concerne le rôle de l'Église catholique au sein de l'État. Il a été l'un des tout premiers intellectuels issus du camp catholique à critiquer la trop grande présence de l'Église dans le milieu politique. Sa critique se formule à partir d'un exemple précis, celui de M<sup>Bf</sup> Ignaz Seipel, des années durant leader incontesté du parti chrétien-social et de surcroît chancelier à plusieurs reprises. Dès 1927, il prend clairement position dans la *Österreichische Aktion* en faveur de la stricte séparation de l'Église et du parti et considère

---

22. Ces lois ne furent pas votées en vertu d'une conception « socialiste », mais – comme chacun le sait – afin de préserver le potentiel industriel autrichien d'un éventuel démantage par les autorités soviétiques.

23. « Die Staatskrise in Österreich », *Wiener Politische Blätter*, 16 avril 1933, p. 33.

la présence de prêtres en politique, en économie ou dans les domaines de l'art comme une « évolution erronée » et demande aux membres du clergé de « renoncer à toute activité politique ou scientifique<sup>24</sup> ». Et il condamne « le pouvoir direct de l'Église dans les choses temporelles [... exercé] par tel ou tel de ses serviteurs ». E. K. Winter n'hésite pas à qualifier la politique menée par Ignaz Seipel de « théologie sécularisée<sup>25</sup> ». Selon lui, l'Église est une « organisation du salut » ; sa mission n'est donc pas de s'immiscer dans les affaires politiques. Ainsi les prêtres doivent-ils se confiner dans leur rôle ecclésiastique et non s'engager dans les luttes politiques. La condamnation de M<sup>gr</sup> Seipel par E. K. Winter – auquel il consacra d'ailleurs un ouvrage entier publié à titre posthume – est ainsi sans appel. Une telle prise de position va à l'encontre de la politique menée par l'Église sous le régime autoritaire corporatiste qui, à l'inverse, visait à instaurer une hégémonie de la hiérarchie catholique sur le cours des événements politiques et réciproquement par les responsables politiques du régime qui, pour leur part, entendaient par leurs choix politiques imposer une gouvernance catholique de la société autrichienne. Or, au lendemain de la guerre, l'Église catholique, suite à ses compromissions avec le régime national-socialiste, somme les membres du clergé de se retirer sans condition de la vie politique du pays et, en parallèle, le nouveau parti conservateur catholique, le parti populiste autrichien, entame une vaste réflexion sur les rapports entre l'Église et le parti, substituant les termes de « politique chrétienne » par celui de « politique d'inspiration chrétienne ». Là encore, l'influence directe d'E. K. Winter n'est pas prouvée, et ce d'autant moins que l'initiative de cette séparation entre Église et politique émane en premier lieu de l'épiscopat, et non des responsables politiques. Néanmoins, tout laisse à penser que les positions d'E. K. Winter dont les écrits étaient relativement bien connus dans les milieux catholiques aient sinon influencé, du moins « inspiré » le comportement des conservateurs catholiques autrichiens dans une nouvelle définition de leurs rapports avec la hiérarchie catholique et vice-versa.

Après la guerre, E. K. Winter ne connut de la part des autorités autrichiennes aucune reconnaissance ; le poste de professeur qu'il brigua à l'université lui fut refusé, son œuvre de réflexion politique tomba rapidement dans l'oubli. Son retour au pays fut semé d'embûches. Les responsables tant politiques que scientifiques l'ignorèrent sciemment

24. « Die katholische und die österreichische Aktion », art. cité, p. 261.

25. « Souveränität », art. cité, p. 150-151.

jusqu'à sa mort. Néanmoins, quel qu'ait pu être l'apport idéologique d'E. K. Winter à la conception du nouveau modèle politique et social de l'Autriche moderne, la postérité se devrait – ou bien se doit – de reconnaître que sa contribution ne fut pas des moindres. Que sa pensée ait, d'une manière ou d'une autre, inspiré les pères fondateurs de la Seconde République, semble, à la lumière de ce qui précède, très probable. En effet, qu'il s'agisse d'un mode de gouvernement de grande coalition, du dialogue des partenaires sociaux ou de la séparation de l'Église catholique et de la politique, et *a fortiori* du thème essentiel de l'existence de la nation autrichienne, on retrouve dans presque tous les domaines publics novateurs des traces de l'ouverture de pensée d'E. K. Winter. Ce serait lui rendre justice que de lui accorder, dans l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle, une place – modeste certes, mais honorable – aux côtés des grands responsables de l'Autriche moderne.